

Je suppose que nous devrions considérer notre économie globale lorsque nous parlons d'une forme d'assurance sur les prix ou d'une forme de prix réaliste pour les produits agricoles canadiens. Nous avons ce que je considère volontiers comme deux secteurs de notre économie globale, l'un étant le secteur privé et l'autre le secteur qui dessert le secteur privé. Ce qui s'est produit au cours des quelques dernières années, ainsi que tous les députés le savent, c'est que le secteur des services de notre économie, qui est le plus important, a augmenté par suite des revendications salariales et des avantages sociaux. Ce secteur a réalisé des gains beaucoup plus importants que ceux du secteur privé qui comprend l'industrie agricole ainsi qu'un grand nombre d'autres industries de base. Ces entreprises privées n'ont eu aucun moyen de faire face à cette augmentation des frais si ce n'est d'une façon individuelle et les prix qu'elles ont reçus pour la plupart de leurs produits sont loin d'être suffisants pour maintenir leur revenu à un niveau raisonnable. Il faut examiner cette question et lui donner la priorité absolue.

Parlons des prix qu'ont touché les agriculteurs pour certains produits agricoles. Voici des chiffres de 1971 donnant le prix à la consommation et le prix payé aux cultivateurs. Ils ont été recueillis il y a quelque temps mais la comparaison est toujours valable. Le prix à la consommation d'un pain blanc était de 21c mais le prix que recevait le cultivateur était de 2c. Le prix du porc allait de 59c à 95c la livre, selon le magasin, et le prix payé au producteur était de 22c la livre. Une douzaine d'œufs coûtait 47c, mais l'agriculteur recevait 25c. Une caisse de 42 livres de pommes McIntosh se vendait \$5.50 dans les supermarchés, mais l'agriculteur recevait \$1.92. Une boîte de 40 onces de jus de pomme coûtait 48c et le cultivateur recevait 7c. Le lait se vendait 35c la pinte mais le producteur avait 17c.

En utilisant ce barème je soutiens que, à moins qu'on ne fasse quelque chose pour compenser les gains pour le secteur des services de notre économie comparés à ceux du secteur privé, il n'y a pratiquement aucune manière d'attaquer ce problème si ce n'est de fournir une certaine aide gouvernementale au secteur privé. Nous devons trouver un moyen de ralentir ces gains et de permettre au secteur privé de notre économie de se rattraper. On pourrait appeler cette aide des paiements directs, un régime de dualité des prix ou ce que vous voulez, y incluant une prime au consommateur, mais c'est ce que nous devons faire. Nous devons envisager la situation d'une manière réaliste. Le gouvernement n'a fait aucun effort pour la considérer d'une manière réaliste afin de découvrir comment les agriculteurs et autres personnes de ce secteur primaire pourront obtenir une plus grande part de notre produit national brut.

Le consommateur joue un rôle important dans tout programme agricole. Dernièrement, le prix des aliments aux États-Unis est devenu une des questions électorales de premier plan avec lesquelles le président Nixon devra compter avant l'automne prochain. Il faut faire comprendre au consommateur que la part du prix des aliments qui revient au cultivateur a été insuffisante. Les journaux de notre pays auraient un rôle à jouer à cet égard et, d'après moi, ils n'ont rien tenté pour expliquer la fixation d'un paiement final pour le blé, ni pour expliquer divers autres problèmes de cette nature dont les consommateurs prennent connaissance dans les journaux.

Assez souvent, nous avons l'impression dans l'Ouest du Canada—et sans doute en est-il ainsi dans les régions agricoles de l'Est—que toute l'aide accordée aux cultiva-

teurs revêt la forme de présents de la part du gouvernement, et qu'aux cultivateurs échoit la plus grosse partie du gâteau. Il incombe aux députés, à tous les citoyens de même qu'aux journaux d'insister sur ce point. Il faut prendre des mesures réalistes pour augmenter le revenu agricole.

Il y a trois ou quatre façons d'aborder le problème du revenu agricole. Nous pourrions augmenter nos prix à l'exportation, mais nous savons ce qui arrive dans ces cas. En 1968-1969, lorsque la Commission du blé a maintenu le prix du grain à un niveau non réaliste, nous avons perdu des ventes. C'est toujours la même histoire; on achète de la personne qui vend au plus bas prix et offre les meilleures conditions. Aujourd'hui, c'est, je pense ne tenir compte ni des réalités ni des possibilités que de songer à augmenter les prix pour donner plus de revenu au cultivateur. Nous pourrions demander aux Canadiens de payer plus cher pour leurs aliments. Ici encore il faudrait compter avec la réaction du consommateur à une telle mesure. On pourrait dire qu'il s'agit d'une taxe additionnelle à l'encontre des pauvres, parce qu'il s'ensuit une hausse du prix du pain. Pour diverses raisons, cette solution n'est pas acceptable, ni du point de vue pratique ni, parfois, politique.

Certaines gens à travers le pays préconisent un autre moyen d'accroître le revenu du producteur primaire. Il s'agit d'une technique de gestion de l'approvisionnement—ou l'agriculture dirigée. Si nous régissions les importations dans le cadre d'une gestion de l'offre, il nous faudrait une régie des prix, car du moment que l'on hausse le prix d'un produit au pays, il faut protéger ce prix, puisque nous vendons d'abord sur le marché nord-américain et, en second lieu, sur le marché mondial des produits agricoles. Si nous augmentons le prix des denrées à la consommation, si nous établissons l'agriculture sur la base d'une gestion de l'offre, je crains fort, pour les provinces, que l'agriculture ne se fonde entièrement sur la gestion de l'offre. Une telle initiative serait préjudiciable à l'agriculture. Je ne crois donc pas que la question de l'offre soit avantageuse pour les agriculteurs.

• (2020)

Nous pourrions faire ce que nous faisons actuellement, c'est-à-dire rien. Nous pourrions au fond continuer dans la même voie. Le ministre du gouvernement libéral, chargé de la Commission canadienne du blé, prétend que les revenus agricoles sont merveilleux; ils augmentent, d'après lui. Ils augmentent; il a peut-être raison en un sens, mais si l'on part de zéro pour en arriver à 5, l'augmentation n'est que de 5 p. 100, ce qui est insuffisant.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Et c'est comme cela à l'infini.

M. Murta: Le gouvernement a commencé de cette façon en 1968-1969. C'est la situation dans laquelle nous nous sommes mis en nous fermant les marchés mondiaux à cause de nos prix trop élevés. Le véritable revenu des agriculteurs est insuffisant. Il ne nous reste donc qu'une solution, l'aide du gouvernement fédéral sous une forme ou sous une autre. Au point où en est l'agriculture au pays, il n'est que juste qu'elle demande cette aide, du moins à court terme, autrement l'agriculture telle qu'elle est actuellement cessera d'exister, j'en suis sûr. Il me semble que le gouvernement se doit d'adopter une formule plus réaliste à l'égard de l'agriculture. Je le répète, nous exportons l'orge à 68 cents le boisseau. Ces derniers